



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-MARNE

Direction départementale des territoires

Service Environnement et Forêt

Bureau Politique de l'eau

Dossier suivi par Frédéric MUSSET:

Tel : 03 51 55 60 34

frederic.musset@haute-marne.gouv.fr

Chaumont, le 26/06/2019

Le Directeur départemental des territoires

au

Service coordonnateur

DDT 52 – SERVICE ENVIRONNEMENT ET FORET

Contribution portant sur l'examen d'une demande d'autorisation environnementale

En réponse à votre saisine en date du 14/05/2019, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les éléments de réponse de mon service :

Pétitionnaire	EOLE Des Muids	
Commune Adresse	Montreuil sur Thonnance	
Intitulé du projet	Projet éolien	
Type de projet	Demande d'autorisation environnementale	
Coordonnées du siège social		
N° et date de dépôt	Dossier unique n° AEU-52-2019-14-AGR déposé au guichet unique de le	
Corpus réglementaire concerné par l'autorisation	X	Appréciation des incidences notables du projet sur la biodiversité (article L. 122-1 du Code de l'Environnement)
	X	Dossier d'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 (L. 414-4 du Code de l'Environnement)
		Absence d'opposition à déclaration IOTA
Nom et coordonnées de la personne responsable du dossier	Nom : Prénom : Téléphone : Courrier électronique : Adresse :	

1) Caractère suffisant du dossier :

• Le dossier est jugé complet et régulier :

Je vous informe que le dossier est jugé complet et régulier par mon service pour les aspects relatifs à l'évaluation des incidences notables du projet sur la biodiversité et de ses impacts sur l'état de conservation des sites Natura 2000.

L'évaluation des incidences et l'étude d'impact identifient dans un rayon de moins de 20 kilomètres autour de la Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) :

- 10 sites Natura 2000 (dont 1 à moins de 5Km). Ces sites sont exclusivement des Zones Spéciales de Conservation (ZSC).
- 1 arrêté de protection de biotope
- 1 site RAMSAR
- 6 ZNIEFF de type II
- 34 ZNIEFF de type I (dont 6 à moins de 5 Km)

La pré-évaluation des sites Natura 2000 identifie la sensibilité des différents sites en fonction de leur éloignement par rapport au site d'implantation du projet éolien et des habitats et espèces ayant conduit à leur désignation.

Pour l'ensemble des sites Natura 2000, compte-tenu du fait que le site d'implantation se trouve en dehors des périmètres protégés et qu'il n'existe pas de relation hydrographique, l'étude conclut à l'absence d'incidences sur les habitats et sur les espèces de faune à très faible déplacement.

Néanmoins, le projet est susceptible d'avoir un impact sur l'état de conservation des espèces des sites Natura 2000 :

- FR2100247 ZSC « Pelouses et fruticées de la région de Joinville » ;
- FR2102001 ZSC « Anciennes carrières souterraines de Chevillon et Fontaines-sur-Marne

Ces deux sites sont situés à moins de 10 kilomètres de la ZIP et ont été désignés en raison des enjeux liés à la préservation des chiroptères. Il existe donc une sensibilité particulière qui a poussé le maître d'ouvrage à approfondir son évaluation d'incidences. Il a alors identifié 5 espèces de chiroptères d'intérêt communautaire susceptibles d'être impactées tant durant la phase de travaux que durant la phase d'exploitation.

Par ailleurs, l'étude d'impact qualifie les enjeux vis-à-vis de la biodiversité de la façon suivante (p. 116) :

- moyen à fort pour la flore avec la présence d'espèces patrimoniales ;
- moyen pour l'avifaune avec la présence d'espèces patrimoniales ou d'espèces protégées (Héron cendré, Busard Saint-Martin, Busard sp., Milan noir, Pic noir et Pie grièche écorcheur) ;
- fort pour les chiroptères avec la présence de plusieurs espèces patrimoniales et protégées (petit rhinolophe, Barbastelle d'Europe).

L'étude d'impact qualifie les incidences du projet sur la biodiversité de la façon suivante :

- incidence forte sur la destruction d'habitats naturels (présence de bandes prairiales) (p. 201) ;
- incidence modérée à forte sur la destruction des spécimens floristique et leurs habitats (*Orobanchaceae*) (p. 201) ;
- incidence forte pour l'avifaune migratrice : destruction d'habitats, dérangements / perturbations (p. 202).
- incidence modérée à forte pour les rapaces : destruction d'habitats ou d'individus, dérangements (p. 202) ;
- incidence modérée à forte pour les chiroptères : destruction d'habitats ou d'individus, dérangements (p. 203).

Le maître d'ouvrage affirme avoir défini lors de la phase de conception plusieurs mesures d'évitement (p. 265) :

- interdiction des produits phytosanitaires durant la phase d'exploitation ;
- respect de l'emprise pour limiter les impacts sur les milieux naturels.

Il propose également les mesures de réduction suivantes (p. 265 et 266) :

- baliser les zones sensibles en amont des travaux ;
- réduire la circulation sur le chantier ;
- réduire l'attractivité des zones d'implantation pour les rapaces ;
- mettre en place un système de veille vis-à-vis des espèces invasives ;
- réaliser les travaux en dehors de la période de sensibilité des espèces ;
- réaliser les travaux de jour ;
- éviter l'éclairage des portes d'accès aux éoliennes durant l'exploitation ;
- obturer les interstices au niveau des nacelles des éoliennes ;
- réduire les risques de pollution ;

- brider les éoliennes en période de migration.

Il propose enfin des mesures d'accompagnement suivantes :

- réaliser un suivi écologique durant la phase de travaux ;
- mettre en place un suivi post-implantation.

L'ensemble de ces mesures permet de qualifier les impacts résiduels de nuls à négligeables (p. 281).

Dans son étude d'impact, le porteur de projet a bien identifié les enjeux relatifs à la préservation de la biodiversité et les incidences correspondantes. Toutefois, il nous semble que la réflexion autour des mesures d'évitements aurait dû être davantage approfondie. De plus, compte-tenu des incidences identifiées du projet sur les chiroptères et l'avifaune, il nous semble peu vraisemblable que les mesures de réduction proposées par le maître d'ouvrage soient suffisantes pour qualifier les impacts résiduels de nuls à négligeables. Aussi, à défaut de mesures de réduction supplémentaires, il nous semble nécessaire que des mesures de compensation soient proposées par le porteur de projet.

Je recommande que les services et organismes suivants soient consultés pendant l'étape d'enquête publique: [cocher et/ou compléter]

Service ou organisme à consulter		Service Départemental d'Incendie et de Secours de ...
		Police de l'eau
		Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) au titre de ...
		Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSP) au titre de ...
		Institut National de l'Origine et de la Qualité (INOQ)
		Établissement public chargé de la gestion du par naturel
		Établissement public chargé de la gestion du parc naturel régional
		Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA)
		Office National des Forêts (ONF)
		Chambre d'agriculture
		Gestionnaire de réseaux : RTE - ErDF / GRTGaz - GrDF / TRAPIL ...
		Gestionnaire d'infrastructures : Conseil Général, SANEF, Voies Navigables de France, SNCF...
		Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP)
		Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN)
	X	Conservatoire d'espaces naturels Champagne-Ardenne (CENCA) (animateur de sites Natura 2000)
	X	Ligue de Protection des Oiseaux Champagne-Ardenne (LPO)

2) Appréciation du projet

Mon service est favorable à la réalisation du projet pour les raisons suivantes :

- la préservation de la biodiversité a bien été prise en compte dans la conception du projet ;
- l'évaluation des incidences Natura 2000 est correcte et conclut à l'absence d'incidence résiduelle sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Toutefois, il émet des réserves sur l'efficacité des mesures de réduction proposées par le maître d'ouvrage. Aussi, il lui demande d'envisager des mesures de compensation compte-tenu des enjeux bruts identifiés pour l'avifaune et les chiroptères.

Pas de remarques particulières concernant les aspects « eau » et les aspects « forêts ».

4) Prescriptions à inscrire dans l'arrêté d'autorisation en cas de décision favorable

Je propose d'assortir l'autorisation d'exploiter des prescriptions particulières suivantes, qui sont de nature à assurer un bon niveau de protection de l'environnement ou des intérêts que porte mon service :

- interdiction de l'emploi de produits phytosanitaires pour l'entretien des plateformes, des pieds d'éoliennes et des chemins d'accès ;
- balisage des zones sensibles en amont des travaux et information du personnel de chantier ;
- réduction à 30 km/h de la vitesse de circulation des engins sur le chantier ;
- réalisation des travaux de jour et en dehors des périodes de sensibilité des espèces ;
- obturation des interstices au niveau des nacelles d'éoliennes ;
- limitation de la vitesse des engins de chantier ;
- bridage des éoliennes durant les périodes de migration ;
- réalisation d'un suivi écologique durant la phase de travaux ;
- réalisation d'un suivi post-implantation.

Il conviendra de vous rapprocher de mon service si le report de ces prescriptions dans le projet d'arrêté d'autorisation pose problème, ou ne peut être intégralement réalisé.

Jean-Pierre GRAULE

